

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/001713]

15 FEVRIER 2024. — Décret modifiant le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos et mettant partiellement en oeuvre le règlement sur les services numériques (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objet de mettre en oeuvre le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques).

Art. 2. Titre Premier du Livre Premier du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, à l'article 1.1-1, la phrase est complétée par les mots " et aux services intermédiaires dans la mesure où ces services relèvent des matières visées à l'article 4, 6° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles » après les mots " ainsi qu'aux services de partage de vidéos ».

Art. 3. À l'article 1.1-2 du même décret, il est inséré les mots " , tout fournisseur de services intermédiaires » entre les mots " tout fournisseur de services de communications électroniques » et les mots " qui relève de la compétence de la Communauté française ».

Art. 4. Au Titre Premier du Livre Premier du même décret, il est inséré un article 1.1-8 rédigé comme suit :

" Art. 1.1-8. Relève de la compétence de la Communauté française, tout fournisseur de services intermédiaires :

1° dont l'établissement principal est situé en région de langue française ;

2° dont l'établissement principal est situé en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui, en raison de son activité de fourniture d'un service intermédiaire, est considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française pour la fourniture de ce service en particulier ;

3° qui ne dispose pas d'un établissement dans l'Union européenne et dont le représentant légal, désigné conformément à l'article 13 du règlement sur les services numériques, réside ou est établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale si, en raison de son activité de fourniture d'un service intermédiaire, le fournisseur de services intermédiaires est considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française pour la fourniture de ce service en particulier.

4° qui ne désigne pas de représentant légal conformément à l'article 13 du règlement sur les services numériques. ».

Art. 5. L'intitulé du Titre II du Livre Premier du même décret est remplacé par ce qui suit :

" TITRE II : TRANSPOSITION ET MISE EN ŒUVRE DU DROIT EUROPÉEN ».

Art. 6. Dans le même décret, l'article 1.2-1, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

" § 2. Le présent décret met partiellement en oeuvre les règlements suivants :

1° le Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) ;

2° le Règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques). ».

Art. 7. À l'article 1.3-1 du même décret sont insérés les 15°/1 et 54°/1 rédigés comme suit :

" 15°/1 Fournisseur de services intermédiaires : la personne physique ou morale qui fournit un service intermédiaire ;

54°/1 Service intermédiaire : un service intermédiaire tel que visé à l'article 3, g) du règlement sur les services numériques, dans la mesure où ce service relève des matières visées à l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. ».

Art. 8. Dans le Livre IX, Titre 1^{er}, Chapitre 1^{er}, du même décret, il est inséré un article 9.1.1-3 rédigé comme suit :

" Art. 9.1.1-3. Le CSA siège dans les autorités, instances, groupements et associations, nationales et internationales, pour toutes les matières relevant de ses compétences.

Le CSA est désigné comme autorité compétente conformément à l'article 49, paragraphe 1^{er}, du règlement sur les services numériques. À ce titre, il dispose de tous les pouvoirs prévus par le règlement sur les services numériques pour mettre en oeuvre ledit règlement vis-à-vis des fournisseurs de services intermédiaires visés à l'article 1.1-8.

Un accord de coopération est conclu entre le gouvernement fédéral, le gouvernement de la Communauté française, le gouvernement de la Communauté flamande et le gouvernement de la Communauté germanophone en ce qui concerne la désignation du coordinateur pour les services numériques visé à l'article 49, paragraphe 2 du règlement sur les services numériques, ainsi que la détermination de ses pouvoirs et obligations. ».

Art. 9. À l'article 9.1.2-3, paragraphe 1^{er}, du même décret, au 13°, les mots " aux règlements européens ainsi qu' » sont insérés entre les mots " toute violation » et les mots " aux lois ».

Art. 10. À l'article 9.1.3-1, paragraphe 2, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Le bureau prend tous les contacts et répond aux requêtes des autorités internationales, fédérales ou fédérées nécessaires à l'accomplissement de ses missions et de celles de ces autorités. Le bureau fixe notamment les modalités de représentation du CSA au sein du groupe des régulateurs européens pour les services de médias audiovisuels et au sein des réunions du comité européen pour les services numériques quand les sujets abordés relèvent de ses compétences. ».

Art. 11. Dans le Titre II du Livre IX, du même décret, il est inséré un Chapitre 4 rédigé comme suit :

" Chapitre IV : Des sanctions à l'égard des fournisseurs de services intermédiaires

Art. 9.2.4-1. § 1^{er}. Lorsqu'il constate une violation du règlement sur les services numériques par un fournisseur de services intermédiaires, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans le respect de la procédure visée à l'article 9.2.2-3, prononcer une des sanctions visées à l'article 9.2.2-1, § 1^{er}, 1°, 3° et 4°.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut également prononcer des amendes qui ne dépassent pas 6 % du chiffre d'affaires mondial annuel du fournisseur de services intermédiaires réalisé au cours de l'exercice précédent.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut prononcer une amende qui ne dépasse pas 1 % du chiffre d'affaires mondial annuel du fournisseur de services intermédiaires ou de la personne concernée de l'exercice précédent dans les cas suivants :

1° en cas d'absence de réponse à l'obligation de fourniture d'informations prévue par l'article 51, paragraphe 1^{er}, point a), du règlement sur les services numériques ;

2° si les informations fournies sur base de l'article 51, paragraphe 1^{er}, point a), du règlement sur les services numériques sont inexactes, incomplètes ou trompeuses ;

3° si les informations fournies sur base de l'article 51, paragraphe 1^{er}, point a), du règlement sur les services numériques ne sont pas rectifiées alors qu'elles se sont avérées inexactes, incomplètes ou trompeuses ;

4° en cas de refus de se soumettre à l'obligation d'inspection visée à l'article 51, paragraphe 1, point b), du règlement sur les services numériques.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut prononcer une astreinte qui ne dépasse pas 5 % du chiffre d'affaires mondial journalier moyen du fournisseur de services intermédiaires de l'exercice précédent, par jour, calculé à compter de la date spécifiée dans la décision concernée.

§ 5. Aux fins du présent article, on entend par " personne concernée " toute personne, autre que le fournisseur de services intermédiaires, agissant pour les besoins de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale et raisonnablement susceptible d'être au courant d'informations relatives à une infraction présumée au présent règlement, y compris les organisations qui réalisent les audits visés à l'article 37 et à l'article 75, paragraphe 2, du règlement sur les services numériques. ».

Art. 12. Dans le Livre IV, Titre 1^{er}, du même décret, l'article 4.1-1 est complété par les alinéas suivants :

" Le Gouvernement peut allouer une compensation financière pluriannuelle au profit des éditeurs de services soumis à des obligations de résultat en matière de sous-titrage adapté et d'audiodescription en vertu de ces règlements.

Selon les modalités qu'il arrête et après avoir obtenu l'avis du Collège d'autorisation et de contrôle, une convention pluriannuelle est conclue entre le Gouvernement et l'éditeur de services concerné. La durée de cette convention est de cinq ans et peut être reconduite en fonction de l'évolution des technologies en matière d'accessibilité et de défaillances dûment constatées sur le marché pertinent par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le montant de la subvention annuelle est fixé dans le cadre de cette convention pluriannuelle en fonction du niveau des obligations de résultat à charge de l'éditeur de services en matière de sous-titrage adapté et d'audiodescription. ».

Art. 13. A l'article 3.5.0-12 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, inséré par le décret du 7 décembre 2023, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

" § 2. Les éditeurs de services titulaires d'un droit d'usage d'une même radiofréquence ou d'un même réseau de radiofréquences peuvent proposer, sur la base d'un accord conclu avec au moins 80 % de ces éditeurs de services, le cas échéant avec la RTBF lorsque celle-ci dispose également de capacités sur cette radiofréquence ou ce réseau de radiofréquences, au Collège d'autorisation et de contrôle une société chargée d'assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission des services sonores concernés.

§ 3. À défaut d'une proposition des éditeurs de services conforme au paragraphe 2, le Gouvernement peut lancer un appel d'offre pour la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences concerné.

L'appel d'offre est publié au *Moniteur belge* et comprend les éléments suivants :

1° la ou les radiofréquences assignables et la liste des services sonores qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives ;

2° les éventuelles capacités de la ou des radiofréquence(s) assignable(s) pouvant être utilisée(s) pour la transmission de données ;

3° le montant de la redevance visée à l'article 3.5.0-2, § 4. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due pour la durée de l'autorisation qui sera octroyée dans le cadre de l'appel d'offre ;

4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites. ».

Art. 14. A l'article 9.1.2-2, § 4, 3° du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, modifié par le décret du 7 décembre 2023, les mots " les président et vice-présidents exceptés. " sont remplacés par " les membres du bureau exceptés. ».

Art. 15. Dans l'article 9.1.2-7 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, modifié par le décret du 7 décembre 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1, les mots " les deux membres " sont remplacés par les mots " les quatre membres " ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots " les huit membres " sont remplacés par les mots " les dix membres " ;

3° dans le paragraphe 2, le 6° est remplacé par ce qui suit : " 6° avec la qualité de membre du Collège d'avis, à l'exception des membres du bureau du CSA. ».

Art. 16. L'article 9.1.3-3 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, modifié par le décret du 7 décembre 2023, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 9.1.3-3. § 1^{er}. Le bureau est composé du président, du vice-président et de deux autres membres.

Les membres du bureau sont désignés par le Gouvernement, dans le respect de la représentation proportionnelle des tendances politiques démocratiques existantes au sein du Parlement de la Communauté française, pour un mandat de cinq ans, à la suite d'un appel à candidatures publié sur le site internet du CSA et d'une comparaison des titres et mérites de chacun des candidats, notamment dans les domaines du droit, de l'audiovisuel ou de la communication.

Les membres du bureau ne doivent pas avoir atteint l'âge légal de la pension au moment de leur désignation.

§ 2. Les incompatibilités visées à l'article 9.1.2-7, § 2 et 3, sont applicables aux membres du bureau.

§ 3. Le Gouvernement procède au remplacement d'un membre du bureau en cas de cessation de fonction avant l'expiration de son mandat.

§ 4. Le président, le vice-président et les membres du bureau du CSA prêtent serment entre les mains du Ministre. Les autres membres du Collège d'autorisation et de contrôle prêtent serment entre les mains du président du CSA. Le texte du serment est celui prévu par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la Monarchie constitutionnelle représentative.

§ 5. Les membres du bureau sont révocables par le Parlement sur proposition du Gouvernement, conformément à la procédure et aux motifs visés à l'article 9.1.2-7, § 1^{er}.

§ 6. Le Gouvernement arrête le statut des membres du bureau. ».

Art. 17. A l'article 6.2.2-2, § 1^{er}, alinéa 2 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, modifié par le décret du 7 décembre 2023, les mots " éditeur de service " sont remplacés par " éditeur de services ».

Art. 18. L'article 12 du présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Le Gouvernement est habilité à faire rétroagir l'arrêté pris en application de l'article 4.1-1 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos au plus tôt au 1^{er} janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 février 2024.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) **Session 2023-2024**

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 644-1 – Rapport de commission, n° 644-2 – Amendement(s) en séance, n° 644-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 644-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 14 février 2024.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001713]

15 FEBRUARI 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 4 februari 2021 betreffende de audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten en tot gedeeltelijk uitvoering van de digitale dienstenverordening (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet heeft als doel de uitvoering van de verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een eengemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG (digitaal dienstenverordening).

Art. 2. Titel I van Boek I van het decreet van 4 februari 2021 betreffende de audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, in artikel 1.1-1, wordt de zin aangevuld met de woorden " en de tussenhandeldiensten voor zover deze diensten onder de aangelegenheden vallen zoals bedoeld in artikel 4, 6° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen" na de woorden "evenals de videoplatformdiensten".

Art. 3. In artikel 1.1-2 van hetzelfde decreet worden de woorden " , elke aanbieder van tussenhandeldiensten" ingevoegd tussen de woorden "elke aanbieder van elektronische communicatiediensten" en de woorden "die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert".

Art. 4. In Titel I van Boek I van hetzelfde decreet wordt een artikel 1.1-8 ingevoegd, luidend als volgt :

" Art. 1,1- 8. Behoort tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap, elke aanbieder van tussenhandeldiensten :

1° waarvan de hoofdvestiging zich in de Franse taalgebied bevindt;

2° waarvan de hoofdvestiging zich in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad bevindt en die, wegens haar activiteit van aanbieder van een tussenhandeldienst, geacht wordt uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren voor het aanbieden van deze specifieke dienst;

3° die geen vestiging heeft in de Europese Unie en waarvan de wettelijke vertegenwoordiger, aangewezen overeenkomstig artikel 13 van de digitale dienstenverordening, woonachtig of gevestigd is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, indien, wegens zijn activiteit van het aanbieden van een tussenhandeldienst, de aanbieder van tussenhandeldiensten geacht wordt uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren voor het aanbieden van deze specifieke dienst.

4° die geen wettelijke vertegenwoordiger aanwijst overeenkomstig artikel 13 van de digitale dienstenverordening. ».

Art. 5. Het opschrift van Titel II van Boek I van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“ TITEL II : OMZETTING EN IMPLEMENTATIE VAN HET EUROPEES RECHT ».

Art. 6. In hetzelfde decreet, wordt artikel 1.2-1, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

“ § 2. Dit decreet voert gedeeltelijk de volgende verordeningen uit :

1° de Verordening (EU) 2022/2065 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende een engemaakte markt voor digitale diensten en tot wijziging van Richtlijn 2000/31/EG (digitaal dienstenverordening);

2° de Verordening (EU) 2022/1925 van het Europees Parlement en de Raad van 14 september 2022 over betwistbare en eerlijke markten in de digitale sector, en tot wijziging van Richtlijnen (EU) 2019/1937 en (EU) 2020/1828 (digitaal marktenverordening) ».

Art. 7. In artikel 1.3-1 van hetzelfde decreet worden 15°/1 en 54°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“ 15°/1 Aanbieder van tussenhandeldiensten : de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een tussenhandeldienst aanbiedt ;

54°/1 Tussenhandeldienst : een tussenhandeldienst zoals bedoeld in artikel 3, g) van de digitaal marktenverordening, voor zover deze dienst onder de aangelegenheden valt zoals bedoeld in artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. ».

Art. 8. In Boek IX, Titel 1, Hoofdstuk 1, van hetzelfde decreet wordt een artikel 9.1.1-3 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Art. 9.1.1-3. De Hoge Raad voor de Audiovisuele sector zetelt in autoriteiten, instanties, groeperingen en verenigingen, nationaal en internationaal, voor alle aangelegenheden die binnen zijn bevoegdheid vallen.

De Hoge Raad voor de Audiovisuele sector wordt aangesteld als bevoegde autoriteit overeenkomstig artikel 49, paragraaf 1, van de digitaal marktenverordening. Daartoe beschikt hij over alle bevoegdheden waarin de digitaal marktenverordening voorziet om deze verordening ten uitvoer te leggen met betrekking tot de aanbieders van tussenhandeldiensten bedoeld in artikel 1.1-8.

Er wordt een samenwerkingsakkoord gesloten tussen de federale regering, de regering van de Franse Gemeenschap, de regering van de Vlaamse Gemeenschap en de regering van de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de aanstelling van de coördinator voor digitale diensten bedoeld in artikel 49, paragraaf 2 van de digitaal marktenverordening, evenals de bepaling van zijn bevoegdheden en verplichtingen. ».

Art. 9. In artikel 9.1.2-3, paragraaf 1, van hetzelfde decreet, in 13°, worden de woorden “ van de Europese verordeningen alsook » ingevoegd tussen de woorden “ elke overtreding » en de woorden “ van de wetten ».

Art. 10. In artikel 9.1.3-, paragraaf 2 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“ Het bureau neemt alle contacten op en reageert op verzoeken van internationale, federale of gefedereerde autoriteiten die nodig zijn om zijn opdrachten en die van deze autoriteiten te vervullen. Het bureau bepaalt met name de nadere regels voor de vertegenwoordiging van de Hoge Raad van de audiovisuele sector in de Europese groep van regulerende instanties voor de audiovisuele mediadiensten en in de vergaderingen van het Europees Comité voor digitale diensten wanneer de besproken onderwerpen binnen zijn bevoegdheden vallen. ».

Art. 11. In Titel II van boek IX, van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 4 ingevoegd, luidend als volgt :

“ Hoofdstuk IV : Sancties tegenover aanbieders van tussenhandeldiensten

Art. 9.2.4-1. § 1. Wanneer het een schending vaststelt van de digitaal marktenverordening door een aanbieder van tussenhandeldiensten, kan het College voor vergunning en controle, met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 9.2.2-3, één van de sancties bedoeld in artikel 9.2.2-1, § 1, 1°, 3° en 4° opleggen.

§ 2. Het College voor vergunning en controle kan ook boetes opleggen die niet hoger zijn dan 6% van de jaarlijkse wereldwijde omzet van de aanbieder van tussenhandeldiensten in het voorgaande boekjaar.

§ 3. Het College voor vergunning en controle kan ook een boete opleggen die niet hoger is dan 1% van de jaarlijkse wereldwijde omzet van de aanbieder van tussenhandeldiensten of van de betrokken persoon van het voorgaande boekjaar in de volgende gevallen :

1° Bij het niet-beantwoorden aan de verplichting om informatie te verstrekken zoals bedoeld in artikel 51, paragraaf 1, punt a) van de digitaal marktenverordening;

2° indien de informatie gegeven op grond van artikel 51, paragraaf 1, a), van de digitaal marktenverordening onjuist, onvolledig of misleidend is;

3° indien de informatie gegeven op grond van artikel 51, paragraaf 1, a), van de digitaal marktenverordening niet wordt gerectificeerd, ook als blijkt deze onjuist, onvolledig of misleidend te zijn;

4° bij weigering om te voldoen aan de inspectieplicht, bedoeld in artikel 51, paragraaf 1, punt b), van de digitaal marktenverordening.

§ 4. Het College voor vergunning en controle kan ook een dwangsom opleggen die niet hoger is dan 5% van de gemiddelde dagelijkse wereldwijde omzet van de aanbieder van tussenhandeldiensten van het voorgaande boekjaar, per dag, berekend vanaf de datum vermeld in de betrokken beslissing.

§ 5. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder “betrokken persoon” verstaan elke persoon, anders dan de aanbieder van tussenhandeldiensten, die handelt ten behoeve van haar commerciële, industriële, ambachtelijke of liberale activiteit en waarvan redelijkerwijs waarschijnlijk is dat zij op de hoogte is van informatie met betrekking tot een vermoedelijke inbreuk op deze verordening, inclusief organisaties die de audits uitvoeren als bedoeld in artikel 37 en artikel 75, paragraaf 2, van de digitaal marktenverordening. ».

Art. 12. In Boek IV, Titel I, van hetzelfde decreet, wordt artikel 4.1-1 aangevuld als volgt :

“De regering kan een meerjarige financiële compensatie toekennen ten behoeve van dienstenuitgevers waarvoor prestatieverplichtingen gelden op het gebied van aangepaste ondertiteling en audiodescriptie overeenkomstig deze verordeningen.

Volgens de nadere regels die zij vaststelt en na advies van het College voor vergunning en controle te hebben ingewonnen, wordt tussen de Regering en de betrokken dienstenuitgever een meerjarige overeenkomst gesloten. De duur van deze overeenkomst bedraagt vijf jaar en kan worden verlengd afhankelijk van de evolutie van de technologieën op het gebied van toegankelijkheid en tekortkomingen die op de relevante markt naar behoren zijn vastgesteld door de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector. Het bedrag van de jaarlijkse subsidie wordt in het kader van deze meerjarenovereenkomst bepaald in functie van het niveau van de prestatieverplichtingen gedragen door de dienstenuitgever op vlak van aangepaste ondertiteling en audiodescriptie. ».

Art. 13. In artikel 3.5.0-12 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2023, worden de paragrafen 2 en 3 vervangen als volgt :

“ § 2. De dienstenuitgevers die titularis zijn van een gebruiksrecht voor dezelfde radiofrequentie of hetzelfde radiofrequentienetwerk kunnen op basis van een overeenkomst gesloten met ten minste 80% van deze dienstenuitgevers, in voorkomend geval met de RTBF wanneer ze ook over capaciteit op deze radiofrequentie of dit radiofrequentienetwerk beschikt, aan het College voor vergunning en controle een vennootschap voorstellen die belast is met de uitvoering van de nodige technische handelingen voor de uitzending van de betrokken klankdiensten.

§ 3. Bij ontstentenis van een voorstel van de dienstenuitgevers overeenkomstig paragraaf 2 kan de Regering een offerteaanvraag lanceren voor de betrokken radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

De offerteaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en omvat de volgende elementen :

1° de toegewezen radiofrequentie(s) en de lijst van de klankdiensten die beschikken over een gebruiksrecht van de genoemde radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

2° de eventuele capaciteiten van de toe te wijzen radiofrequentie(s) die voor datatransmissie kan worden gebruikt;

3° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 3.5.0-2, § 4. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunning die in het kader van de offerteaanvraag wordt toegekend;

4° de termijn waarbinnen en de nadere regels volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend. ».

Art. 14. In artikel 9.1.2-2, § 4, 3° van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, gewijzigd bij het decreet van 7 december 2023, worden de woorden “met uitzondering van de voorzitter en vicevoorzitters. » vervangen door de woorden “ met uitzondering van de leden van het bureau. ».

Art. 15. In artikel 9.1.2-7 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de twee leden” vervangen door de woorden “de vier leden”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de acht leden” vervangen door de woorden “de tien leden”;

3° in paragraaf 2 wordt 6° vervangen als volgt : “ 6° met de hoedanigheid van lid van het College voor advies, met uitzondering van de leden van het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector. ».

Art. 16. Artikel 9.1.3-3 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, gewijzigd bij het decreet van 7 december 2023, wordt vervangen als volgt :

“ Art. 9.1.3-3. § 1. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter, de vicevoorzitter en twee andere leden.

De leden van het bureau worden aangesteld door de Regering, in naleving van de evenredige vertegenwoordiging van de bestaande democratische politieke strekkingen binnen het Parlement van de Franse Gemeenschap, voor een mandaat van vijf jaar, na een op de website van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector gepubliceerde oproep tot kandidaatstelling en een vergelijking van de kwalificaties en verdiensten van elk van de kandidaten, met name op het gebied van recht, audiovisuele media of communicatie.

De leden van het bureau mogen op het tijdstip van hun aanstelling de wettelijke pensioenleeftijd nog niet hebben bereikt.

§ 2. De onverenigbaarheden bedoeld in artikel 9.1.2-7, §§ 2 en 3, zijn van toepassing op de leden van het bureau.

§ 3. De Regering vervangt een lid van het bureau indien zijn functie wordt beëindigd vóór het einde van hun mandaat.

§ 4. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het bureau van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector leggen de eed af in handen van de Minister. De andere leden van het College voor vergunning en controle leggen de eed af in handen van de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector. De tekst van de eedaflegging is deze die bepaald is bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie.

§ 5. De leden van het bureau kunnen afgezet door het Parlement op voordracht van de Regering in overeenstemming met de procedure en redenen bedoeld in artikel 9.1.2-7, § 1.

§ 6. De Regering stelt het statuut vast van de leden van het bureau. ».

Art. 17. In artikel 6.2.2-2, § 1, tweede lid, van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, gewijzigd bij het decreet van 7 december 2023, wordt het woord “dienstuitgever” vervangen door het woord “dienstenuitgever”.

Art. 18. Artikel 12 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

De Regering is bevoegd om het besluit dat genomen is met toepassing van artikel 4.1-1 van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten te laten terugwerken tot ten vroegste 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 februari 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 644-1 - Commissieverslag, nr. 644-2 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 644-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 644-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 14 februari 2024.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2024/001714]

15 FEVRIER 2024. — Décret de la Communauté française relatif aux subventions accordées en vue de renforcer la dimension internationale des opérateurs culturels de la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° arts vivants : les domaines artistiques visés par l'article 67, 1°, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

2° musique : les domaines artistiques visés par l'article 70, 1°, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

3° arts plastiques : les domaines artistiques visés par l'article 73, 1°, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

4° lettres et livres : les domaines artistiques visés par l'article 76, 1°, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

5° cinéma et audiovisuel : les domaines artistiques visés par le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création individuelle et par le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de plateformes de vidéos ;

6° patrimoines culturels : les domaines artistiques visés par l'article 54 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

7° Conseil supérieur de la culture : le conseil créé par le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

8° expert : une personne physique qui fait preuve d'une compétence, d'une connaissance ou d'une expérience particulière, dans le cadre d'une activité professionnelle, en matière de politiques culturelles, en lien avec le secteur couvert par la commission ;

9° observatoire des politiques culturelles : l'observatoire créé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des politiques culturelles ;

10° opérateur culturel : toute personne physique ou morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles et qui sollicite dans ce cadre un soutien de la Communauté française ;

11° politiques culturelles : les politiques adoptées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1°, 3° à 5° et 6°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

12° WBI : Wallonie-Bruxelles International, à savoir l'organisme d'intérêt public créé par l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles.

13° aide ponctuelle : aide financière ponctuelle attribuée à une personne physique ou morale ;

14° convention : dispositif contractuel accordant une aide financière à une personne morale, d'une durée de deux ou cinq ans.